

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple Cedex

Savigny-le-Temple, le 09/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZECHIM

13 à 19 rue Denis Papin
ZI de Mitry-Compans
77290 Mitry-Mory

Références : E/23-0734

Références Hélios : 58997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement GAZECHIM implanté 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 mars 2023 s'est faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501826
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

- IED : Non

La société GAZECHIM dont le siège social est situé à BEZIERS exploite à MITRY-MORY des installations de stockage et de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et corrosifs (chlore, ammoniac et anhydride sulfureux).

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation [A] au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour six rubriques, dont une avec franchissement direct du seuil Seveso haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'Organisation Interne;
- Mesures de maîtrise des risques;
- Gestion du retour d'expérience et des fiches d'écarts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Gestion des opérations portant sur les substances dangereuses	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	cf. Partie confidentielle	cf. Partie confidentielle	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois
8	cf. Partie confidentielle	cf. Partie confidentielle	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	cf. Partie confidentielle	cf. Partie confidentielle	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.5.1	/	Sans objet
4	Travaux et Maintenance	Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.4.5	/	Sans objet
5	cf. Partie confidentielle	cf. Partie confidentielle	/	Sans objet
6	cf. Partie confidentielle	cf. Partie confidentielle	/	Sans objet
9	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
11	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu. L'Insection a apprécié le compte-rendu et les fiches d'observations rédigés à l'issu du dernier exercice POI. L'Inspection regrette cependant de ne pas avoir été associée à cet exercice.

L'exploitant a testé devant l'Inspection la chaîne de barrières en cas de dispersion de gaz dangereux au sein de l'atelier de conditionnement de SO₂. L'Inspection a relevé la nécessité de rénover certains éléments constructifs au sein de l'établissement.

En outre, l'Inspection a apprécié les outils mis en place par l'exploitant pour la gestion des écarts, tout comme son réseau développé au sein des professionnels du risques chimiques afin de garantir un retour d'expérience le plus exhaustif possible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et des moyens d'intervention nécessaires en rapport avec les scénarii analysés dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accident envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant met en oeuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour rechercher systématiquement les améliorations des dispositions du P.O.I. A cette fin, il élabore et met en oeuvre une procédure afin de s'assurer de:

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

[...]

Des exercices permettant de tester les P.O.I. sont réalisés à des intervalles ne dépassant pas un an. Ces exercices sont périodiquement réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu ainsi que l'avis éventuel des services d'incendie et de secours sont adressés à l'inspection des installations, accompagnés si nécessaires d'un plan d'actions.

Constats : L'exploitant a indiqué que 2 exercices P.O.I étaient réalisés annuellement.

Le dernier exercice P.O.I. s'est déroulé le 26/10/2022 avec la présence des équipes de secours extérieures (SDIS77, RDH77).

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis à la demande de l'inspection des installations classées le compte rendu du dernier exercice P.O.I. ainsi que les fiches d'observation des évènements.

Observation n°20230324-1: Sur les 4 remarques figurants dans les fiches d'observations, 3 ont donné lieu à une action menant à une amélioration. La dernière concernant un défaut d'information pour le personnel présent au niveau du local sécurité n'a pas été reprise dans le compte-rendu. L'exploitant informera l'Inspection des mesures envisagées afin d'améliorer la remontée d'informations vers le local sécurité.

<p>Le SDIS77 a également émis des remarques, notamment sur l'aspect exigü du poste de commandement. L'exploitant a expliqué lors de la visite d'inspection qu'il réfléchissait à changer de lieu du poste de commandement pour un local plus grand et situé en hauteur.</p> <p>Observation n°20230324-2 : Le SDIS77 a émis aussi des remarques sur le manque de visibilité des points de rassemblement sur les plans P.O.I. ; ainsi que sur la difficulté d'y inscrire des annotations. L'exploitant n'a pas indiqué d'actions correctives sur ces deux derniers points. Il informera l'Inspection sur les mesures envisagées afin d'améliorer l'utilisation et la lecture des plans P.O.I.</p> <p>En outre, l'Inspection a constaté que les contacts du service des installations classées (ICPE) n'étaient à jour. A ce titre, les coordonnées du nouvel inspecteur en charge du site Gazechim a été transmis à l'exploitant.</p> <p>Non-conformité n° 20230324-1 : L'exploitant a expliqué par ailleurs que 2 exercices P.O.I étaient réalisés annuellement, sans que toutefois que l'Inspection des installations classées soit informée. L'exploitant informera l'Inspection des prochains exercices P.O.I.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des opérations portant sur les substances dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en oeuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des détecteurs de gaz ainsi que les capteurs associés qui ont été vérifiés le 07/12/2022. L'exploitant a également transmis les rapports d'intervention sur ces capteurs établis par la société Dräger .</p> <p>Observations n°20230324-3 : L'Inspection a constaté une incohérence entre le listing et le rapport d'intervention notamment sur le modèle du capteur n°15 situé dans le sas wagon. L'exploitant se rapprochera de la société Dräger afin de lever cette incohérence.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la société Dräger intervenait 4 fois par an et procédait à une vérification des asservissements tous les 6 mois, en testant le temps de réponse de la chaîne pour 1 capteur par local.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de maitrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des éléments importants pour la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.</p> <p>Les matériels importants pour la sécurité, définis par l'étude des dangers, font l'objet de spécifications précises, de procédures de qualification et d'essais en rapport avec leur utilisations dans les conditions de fonctionnement normales et accidentelles. Les paramètres significatifs de la sécurité et éventuellement les informations faisant l'objet d'un enregistrement sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection la procédure de contrôle et d'entretien des mesures de maitrise des risque instrumentés.
<p>Par ailleurs, l'exploitant a expliqué que pour chaque exercice POI (2 fois par an) une formation interne "Contrôleur du Plan de Modernisation des Installations Industrielles" est dispensée aux personnes assurant la fonction de contrôleur PM2I sur la sécurité du site et le fonctionnement des barrières de sécurité. Lors de cette formation, une partie est consacrée au POI.</p> <p>Un recyclage est proposé après chaque modification de la notice technique PM2I. Le recyclage tout comme la formation semi-annuelle sont tracés sur une fiche nominative de formation.</p> <p>En outre lors de la visite du site, à la demande de l'Inspection, l'alarme simulant une fuite de SO₂ au sein de l'atelier de conditionnement a été déclenchée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Travaux et Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Tous les travaux d'extension , modification ou maintenance (à l'exception des maintenances simples et courantes) dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unité en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.</p>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté de permis travail vierge (formulaire FORM-

GL-SGL-0002pt) recensant les différents types d'interventions possibles au sein de l'établissement et les EPI associés requis.
Par ailleurs, le chef du site ou son adjoint, en son absence, sont les 2 personnes habilitées de l'établissement à pouvoir délivrer ces permis de travail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : cf. Partie confidentielle

Référence réglementaire : cf. Partie confidentielle
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf. Partie confidentielle
Constats : cf. Partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : cf. Partie confidentielle

Référence réglementaire : cf. Partie confidentielle
Thème(s) : Risques accidentels, Détections supplémentaires aux zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf. Partie confidentielle
Constats : cf. Partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : cf. Partie confidentielle

Référence réglementaire : cf. Partie confidentielle
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf. Partie confidentielle
Constats : cf. Partie confidentielle
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : cf. Partie confidentielle

Référence réglementaire : cf. Partie confidentielle
Thème(s) : Risques accidentels, Risque toxique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>cf. Partie confidentielle</i>
<i>cf. Partie confidentielle</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par courrier électronique en amont de l'inspection la procédure relative à la gestion du retour d'expérience. Cette procédure définit la méthode d'enregistrement et de traitement d'un événement de sécurité industrielle (incident ou accident) ou de sûreté (acte de malveillance) mettant ou ayant mis en jeu la sécurité des hommes, des installations, des matériels et l'intégrité de l'environnement naturel. Elle s'applique sur l'ensemble des sites Gazechim.</p> <p>La procédure indique que le responsable d'Exploitation et/ou d'Atelier enregistre tout événement sécurité industriel (incident / accident) sur le logiciel Avanteam QIM. Elle précise les modalités de renseignement de l'évènement. Elle précise également que « Dans un second temps, le responsable de l'analyse (service HSE) accepte le constat et réalise une analyse et propose un plan d'actions avec les personnes impliquées ».</p> <p>Le logiciel Avanteam QIM est un outil d'amélioration continue, mis en place depuis 2 ans environ. Dans le service HSE, une personne travaille spécifiquement sur les sujets retour d'expérience (REX) et facteurs organisationnels et humains (FOH).</p> <p>L'exploitant montre en séance l'outil, avec une extraction sur 2022 pour le site de Mitry-Mory. Les événements sont distingués en 3 niveaux : incident, accident ou presque accident.</p> <p>Pour partager le REX, l'exploitant organise, en général mensuellement, des flash sécurité. L'exploitant indique oralement que le REX partagé est majoritairement interne à Gazechim.</p> <p>Toutefois, Gazechim SA est membre de France Chime, et de l'AFGC (gaz comprimés) et participe aux réunions de ces groupements professionnels. L'entreprise est également membre du syndicat du chlore, ADECHIM. Si des accidents intéressants redescendent par ces canaux, le REX peut être diffusé aux sites Gazechim.</p> <p>Observations n°20230324-5 : L'exploitant expliquera comment est partagé le REX externe au sein de son établissement.</p> <p>Concernant la culture du risque et l'identification des écarts, le chef d'exploitation indique qu'il est très présent sur les installations. Compte-tenu du risque toxique sur le site, les opérateurs ont</p>

pour consigne (et pour habitude) de mettre à l'arrêt les équipements dès qu'ils constatent une anomalie. L'exploitant précise que le rythme de conditionnement imposé permet aux opérateurs de ne pas travailler sous une pression temporelle forte, et donc d'être attentifs aux signaux faibles.
Observations n°20230324-6 : L'exploitant expliquera comment sont pris en compte les signaux faibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration à l'IIC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats : La procédure relative à la gestion du retour d'expérience indique que « Le Conseiller Sécurité Environnement informe l'inspection des installations classées par téléphone et/ou par envoi de la fiche G/P tous les incidents/accidents industriels qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement. »</p> <p>En séance, l'exploitant indique qu'il a connaissance de l'échelle européenne de classification des événements.</p> <p>La procédure relative à la gestion du retour d'expérience présente un logigramme qui permet de déterminer l'opportunité de déclarer à la DRIEAT un événement (événement perceptible hors du site, aurait pu avoir des impacts hors du site).</p>
<p>Observations n°20230324-7 : L'exploitant précisera s'il a établi des critères discriminants pour la déclaration d'incidents à l'Inspection.</p> <p>En séance, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'un accident doit systématiquement faire l'objet d'un signalement systématique. L'exploitant précise que, compte tenu des enjeux sur l'installation, un accident entraîne la mise en place du POI, et donc une information automatique de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des mesures correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : Pour la recherche d'actions correctives, le responsable de l'analyse (service HSE) accepte le constat et réalise une analyse et propose un plan d'actions avec les personnes impliquées ». Ces actions correctives sont attribuées à des pilotes via le logiciel Avanteam QIM.
<p>Par sondage, l'inspection s'est intéressée à l'évènement - une fuite sur un cylindre SO₂ : surremplissage dû à un mauvais tarage le 24/03/22. Cet évènement a entraîné le déclenchement seuil 1 des capteurs SO₂ à proximité. Une erreur humaine (erreur de tarage) est à l'origine d'un surremplissage du cylindre.</p> <p>L'inspection a pu voir le déroulé de l'évènement dans Avanteam. L'exploitant a également présenté la fiche d'analyse des causes de l'évènement</p> <p>Les actions correctives :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérification tolérance balance, terminé- flash sécurité sur le surremplissage,- réflexion d'un mode opératoire d'utilisation de la balance- resserrement de la plage de tolérance de tarage des cylindres- réflexion sur l'automatisation de l'entrée de la tare <p>L'inspection constate que l'organisation mise en place pour la gestion des écarts et défaillances, et les outils de suivi mis en place sont satisfaisants.</p> <p>Notamment, les mesures correctives prises sont bien détaillées et semblent adaptées aux évènements rencontrés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de</p>

gestion de la sécurité.
<p>Constats : La procédure de gestion du REX indique qu'un « registre sous la forme d'un tableau est mis en place dans la bibliothèque « Registre_Accidents_GAZ FROID » de l'outil SharePoint pour le suivi des incidents, accidents. Ce registre permet d'établir un bilan examiné annuellement en revues de sites SGS et lors de la revue de direction du SGS.</p> <p>Ces bilans des sites peuvent induire de nouvelles actions préventives et correctives, la mise en oeuvre ou la révision d'actions et d'objectifs d'amélioration.</p> <p>En séance, le registre a pu être consulté par l'inspection. L'inspection précise que les revues de sites, menées annuellement et en présence de l'exploitation et des services HSE, permet de passer en revue l'ensemble des actions identifiées sur le site. Leur opportunité et leur efficacité est alors évaluée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : cf. Partie confidentielle

Référence réglementaire : cf. <i>Partie confidentielle</i>
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des actionneurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : cf. <i>Partie confidentielle</i>
Constats : cf. <i>Partie confidentielle</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois